

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 10/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DRAKA FILECA

R.N 1

60730 Sainte-Geneviève

Références : IC-R/0364/24-AC/MC
Code AIOT : 0005104872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement DRAKA FILECA implanté R.N 1 60730 Sainte-Geneviève. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRAKA FILECA
- R.N 1 60730 Sainte-Geneviève
- Code AIOT : 0005104872
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DRAKA FILECA est spécialisée dans la production de câbles destinés aux secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatiale et de la défense. Les activités de cette société sont autorisées par

arrêté préfectoral du 24 février 2017.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	30 jours
7	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 4.4.2	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société DRAKA FILECA a appliqué les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Une liste des substances PFAS utilisées a été présentée, et une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux a été réalisée. Elle montre la présence de PFAS dans des eaux résiduaires éliminées en tant que déchets. Le PFOA a été détecté jusqu'à une concentration de 3,37 µg/l. Le HPFO-DA (Gen X) a été détecté jusqu'à une concentration de 16,90 µg/l.

Des compléments sont attendus sous un mois concernant la liste des substances PFAS, et la justification de l'incapacité de réaliser les prélèvements sur des échantillons de 24 heures.

Du fait des rejets aqueux résiduels de la société dans le milieu naturel jusque 2006 et du risque potentiel de pollution, il est demandé à l'exploitant de réaliser une campagne d'analyse des sols au droit des zones de rejet, une étude hydrogéologique et de mettre en place une surveillance de la nappe, afin d'analyser la présence de substances PFAS. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé à la signature de Madame la Préfète pour encadrer cette démarche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er élabore, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a présenté en séance la liste des produits utilisés sur le site contenant des PFAS. L'exploitant a indiqué que le site ne fait qu'utiliser des PFAS et en rejeter en tant que déchets (voir point sur les rejets en eaux résiduelles). Les substances PFAS ne sont donc ni produites ni traitées sur le site. La société produit des câbles pour l'aéronautique, le militaire, le spatial et le civil. Ces câbles doivent respecter des propriétés très poussées en termes de résistance à la température, au feu, ou en poids. Pour cela, les particularités des matières premières utilisées ont une grande importance, et les propriétés des câbles nécessaires dans ces domaines sont rendues possibles grâce aux substances PFAS utilisées. L'exploitant a indiqué que les substances utilisées et leur composition relèvent du secret de fabrication. La liste détaillée des substances est donc présentée en partie confidentielle du rapport. Le site dispose de trois procédés d'application de ces substances autour des câbles pour l'isolation et l'apport des propriétés protectrices de ces substances. Le premier est l'application d'une bande solide qui est ensuite chauffée pour se rétracter sur le câble, le second est une application par fonte / extrusion avec refroidissement en eau et le dernier est une application liquide par trempe ou pulvérisation, frittage et refroidissement à l'air libre.

<p>Les températures de chauffe de certains process peuvent atteindre des températures comprises entre 350 et 600 °C. Or la littérature scientifique indique que le composant principal utilisé sur le site peut se décomposer pour générer d'autres PFAS.</p> <p>Au vu de la liste présentée et des process, il est demandé à l'exploitant d'identifier pour chaque substance utilisée les PFAS la composant.</p> <p>Non-conformité (faits modérés) : la liste des substances PFAS du site n'est pas complète.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous 30 jours d'identifier pour chaque substance utilisée les PFAS la composant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 7 : Eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 4.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux polluées et les eaux résiduaires sont considérées comme des déchets devant être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet.</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents dans des nappes d'eaux souterraines ou vers des milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rejets actuels :</u></p> <p>L'exploitant a présenté les différents rejets aqueux du site.</p> <p>Sont rejetées dans le milieu naturel les eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les process de trempe et pulvérisation étaient émetteurs d'eaux résiduaires qualifiées de déchets, non rejetées dans le milieu naturel mais dans une installation d'élimination sur un autre site. La matière première liquide utilisée pour la pulvérisation ou la trempe contient des PFAS. Son nom est donné dans l'annexe confidentielle du présent rapport. Cette matière première liquide est pulvérisée sur le câble - le surplus est récupéré et de nouveau pulvérisé - la quantité résiduelle de produit est récupérée dans des réserves d'un mètre cube et stockée sur site en tant que déchet dans l'attente d'enlèvement pour élimination. Les différents</p>

outils utilisés sont nettoyés lors de la maintenance et des changements de recette (couleurs, substances). Ces eaux sont récupérées dans les réserves d'un mètre cube citées précédemment et éliminées en tant que déchets.

Une campagne d'analyse a été réalisée pour caractériser ces déchets liquides. Les principaux PFAS analysés et détectés sont listés en annexe confidentielle.

L'exploitant a indiqué envoyer en moyenne 24 m3 par mois en traitement à la société IWT dans l'Oise.

Rejets 2006 et antérieurs à l'année 2006 :

Le rapport d'inspection du 14 décembre 2006 mentionne que :

- ces eaux résiduelles étaient rejetées après pré-traitement au milieu naturel, alors même que l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1979 stipulait « *Le rejet à l'égout ou dans le milieu naturel (rivière, fossé, nappe...) d'effluents liquides pollués résultant ou non d'un déversement accidentel, d'un procédé industriel ou de travaux d'entretien est interdit (eaux de refroidissement, liquide d'émulsion, eaux de rinçage des bains...) » ;*
- « *le principal point de rejet, localisé le long de la RN1, aboutit à un talweg situé dans un champ en face du site DRAKA FILECA » ;*
- « *au niveau de ce champ, les effluents empruntent un fossé en pente légère qui traverse le champ et au fur et à mesure de l'éloignement du site, les effluents s'infiltrant naturellement dans le sol » ;*
- « *les eaux usées rejetées dans le Talweg sont constituées des eaux de process, ... et des eaux résiduelles du restaurant » ;*
- « *les eaux de process usées correspondent essentiellement aux rejets de la station de lavage des outils souillés au Téflon d'où la coloration bleue des rejets se trouvant le long de la RN1 constatée lors de la visite d'inspection ... » ;*
- « *le volume d'eau rejeté est d'environ 77 m3/jour dont 2 m3/jour d'eaux résiduelles engendrées par le process » ;*
- « *les éléments trouvés dans les effluents ainsi que les valeurs correspondantes pour les paramètres analysés attestent du caractère polluant des rejets aqueux. Il y a donc présomption de pollution des sols ».*

En 2006, aucune analyse de PFAS n'a été réalisée car les PFAS n'étaient alors pas recherchés. L'exploitant indique durant l'inspection du 3 septembre 2024 que depuis que des câbles sont fabriqués sur le site, les propriétés très spéciales qui leur sont conférées lors de la fabrication sont permises grâce aux PFAS contenus dans la matière première utilisée. Il reconnaît avoir déversé ces déchets liquides dans l'environnement et avoir arrêté cette pratique avant la dépollution qu'il déclare avoir réalisée en 2008 au niveau de la sortie du rejet sous le passage de la D1001. La zone à partir du talweg n'a pas été dépolluée.

Les PFAS n'ont pas été analysés lors de l'action de dépollution réalisée à la suite de l'inspection de 2006, mais étaient toujours présents dans les matières premières utilisées, notamment le Téflon (PTFE) et le PFOA en 2006. Ayant été rejetés dans le milieu, il est demandé à l'exploitant de procéder à une campagne d'analyses de sols par carottage au droit du rejet sous la D 1001 et au niveau de la zone finale de rejet (talweg), de réaliser une étude hydrogéologique et une surveillance de la nappe phréatique. Cette étude permettra de connaître la teneur en substances PFAS et notamment en PFOA des sols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif :

Il est demandé à l'exploitant :

- de fournir sous 7 jours les modalités les plus précises possibles de la dépollution effectuée en 2008 (dont la hauteur de décapage),
- d'indiquer sous 15 jours la période précise à laquelle l'exploitant a arrêté de rejeter ces eaux résiduaires dans le milieu,
- de réaliser une campagne d'analyse des sols au droit des zones de rejet afin d'analyser la présence de substances PFAS. Le délai de remise du protocole est de 1 mois. Le protocole est soumis à avis de l'inspection des installations classées,
- à compter de la date de réception par la société DRAKA FILECA de l'avis de l'inspection des installations classées, les prélèvements de sol et sous-sol sont réalisés au plus tard sous 1 mois et le rapport d'analyse final est transmis à l'inspection au plus tard sous 2 mois,
- de réaliser une étude hydrogéologique et de mettre en place une surveillance de la nappe, afin d'analyser la présence de substances PFAS. Le délai de remise du protocole est de 1 mois. Le protocole est soumis à avis de l'inspection des installations classées,
- à compter de la date de réception par la société DRAKA FILECA de l'avis de l'inspection des installations classées, la première campagne de surveillance est réalisée au plus tard sous 1 mois et le rapport d'analyse final est transmis à l'inspection au plus tard sous 2 mois.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé à la signature de Madame la Préfète pour encadrer la démarche relative aux analyses de sols et de surveillance des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a fait procéder à une campagne (les 13 mars 2024, 10 avril 2024 et 15 mai 2024) d'identification et d'analyse des substances PFAS sur les eaux pluviales.

Les eaux résiduaires qualifiées de déchets ont également été analysées, même si elles ne sont pas rejetées dans le milieu naturel.

Concernant les résultats des analyses de la campagne sur les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel, il est constaté la présence d'AOF (140 microgrammes pour le mois de mars).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Observation : il est demandé à l'exploitant d'investiguer sur les raisons de la présence d'AOF dans les eaux pluviales, notamment pour exclure tout risque d'entraînement de PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : La société APAVE est un organisme accrédité par le COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : L'exploitant a indiqué que l'activité du site est constante.

<p>Les prélèvements de la campagne d'analyse ont été effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur trois rejets d'eaux pluviales après séparateur à hydrocarbures du site ; - sur les eaux résiduaires éliminées comme des déchets. <p>Les analyses prennent en compte les substances visées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 aux points 2 et 3 de l'article 3 (nonobstant le constat du point de contrôle n°1 demandant de compléter la liste).</p> <p>Le rapport mentionne que deux prélèvements instantanés espacés d'une demi heure ont été effectués directement dans le flacon. Le rapport ne précise pas les raisons d'une impossibilité de prélèvement par échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures.</p> <p>Non conformité (faits modérés) : Les prélèvements de la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS n'ont pas été réalisés à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous quinze jours de justifier l'impossibilité de réaliser les prélèvements de la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas contraire, une nouvelle analyse est mise en place conformément au protocole de prélèvements sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyse des prélèvements réalisés lors de la campagne d'identification des substances PFAS ont bien pris en compte les limite de quantification prescrites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyse des eaux pluviales et des eaux résiduaires envoyées en déchets ont été téléversés par l'exploitant sur l'application GIDAF.</p> <p>L'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation n'étant applicable que sur les effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux résiduaires qualifiées de déchets ne doivent pas être déclarées.</p> <p>Ces déclarations vont être invalidées pour que l'exploitant puisse corriger sa déclaration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant corrigera sa déclaration sur GIDAF des résultats des analyses sur les substances PFAS en ne téléversant que les résultats sur les eaux rejetées dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite